



The Alliance Newsletter

Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

1. Editorial	1
2. Nouvelles	2
3. VIH/SIDA, Genre et Sport	5
4. Le Projet Galz and Goals	8
5. Partenaires au développement	10
6. Evènements à venir	13



1. Editorial



*Fisho Mwale,
membre fondateur de l'Alliance et Président du Comité
Comité Technique Permanent*

Mot de bienvenue

Bienvenue au 2è trimestre de notre lettre d'information

C'est un privilège et des plus fortuits qu'il m'ait été demandé de rédiger l'éditorial de la lettre

d'information de juillet 2010. Notre lettre d'information sera publiée à la veille de notre Assemblée générale qui se tiendra à Pretoria. L'AGM est toujours une étape importante dans l'histoire de notre Alliance vu qu'elle offre l'occasion aux anciens et aux nouveaux de se rencontrer dans nos objectifs communs, de se ravitailler d'énergie, se réengager et quand c'est nécessaire, d'infuser un nouveau leadership pour porter le manteau de l'espoir, des aspirations et du service désintéressé des responsables des collectivités locales africaines dans la lutte contre le VIH/SIDA.

C'est un moment émotionnel pour moi parce que ça marque ma 13è année au gouvernail de l'Alliance et un moment où je pourrais être en train de dire au revoir. En tant que membre fondateur, je me souviens de notre première réunion en 1996 à Abidjan où le germe de l'Alliance fut planté.

Mina-Maurestein Bail mis ensemble quatre maires et le PNUD pour articuler les craintes des maires africains de l'impact que le fléau du VIH infligeait à leurs villes. Les quatre maires étaient : M. Mobio d'Abidjan, M. Mamadou Diop de Dakar, le Gouverneur Amartefio d'Accra et Fisho Mwale de Lusaka.

En 1997 L'Alliance est née.

Le reste fait part de l'histoire et le plus important est que L'Alliance est une organisation dont nous devrions tous être fier et chacun de nous avant, dans le présent et dans le futur a une contribution inestimable à apporter. L'engagement et l'apport de chaque individu à quelque niveau que ce soit est intégrant à la totalité du succès et de la croissance dont jouit L'Alliance. L'Alliance est maintenant une organisation robuste reconnue partout dans le monde et elle continuera à connaître du succès et de la croissance parce qu'elle est fondé sur une cause noble qui celle de servir.

Les raisons pour lesquelles nous servons sont nombreuses et relatives. Ce qui est important est de donner de façon désintéressée, particulièrement aux moins privilégiés et moins fortunés que nous. Nous sommes tous humains et dans le cours du service nous faiblissons, commettons des erreurs et pouvons perdre notre volonté d'être vrai à la cause mais pourvu que nous ne perdions pas notre humilité, nous trouverons toujours tout au fond de nous même l'humanité de persévérer dans une cause noble.

Permettez-moi ainsi de citer un extrait de mon premier éditorial en 2000 comme rappel d'où nous venons et dans l'espoir que ça va servir d'inspiration à ceux qui nous rejoignent comme ça a été le cas pour moi.

Extrait:

La nouvelle ère nous offre un nouveau début, une opportunité de tracer notre destinée – laisser un héritage.

La plus grande menace pour notre civilisation – la pandémie du VIH/SIDA, nous appelle nous tous de différentes couches de la vie à nous redédier au service de l'homme, à la protection des plus faibles parmi nous et à la préservation de notre humanité.

La lutte contre le VIH/SIDA requiert que nous servions nos communautés et notre nation de façon désintéressée. Albert Schweitzer, l'un des plus grands chrétiens de son temps à qui a été le Prix Nobel en 1952, a dit : "Je ne sais pas ce que sera votre destinée, mais je sais une chose ; les seuls parmi vous qui seront vraiment heureux sont ceux qui auront cherché et trouvé comment servir, comment faire montre de compassion et de volonté d'aider les autres..."

Les maires et les responsables municipaux d'Afrique par conception ou par choix ont (ainsi) été placés dans leurs postes de privilège et de prestige pour servir les communautés.

2. Nouvelles

Le 22 juin 2010 à une conférence de presse à Toronto, au Canada, Stephen Lewis, Co-directeur de AIDS-Free World, fait la déclaration suivante :

"Au Sommet du G8 de Gleneagles en 2005, les pays du G8 se sont engagés à procurer \$25 milliards additionnels à l'Afrique d'ici à 2010.

Trois rapports sont ressortis pendant cette dernière courte période, évaluant les réels accomplissements.

Selon le rapport de Responsabilité de Muskoka, publié cette par le G8 lui-même, l'engagement connaît un déficit d'au moins 57 milliards. Le rapport est tellement intéressé et opaque qu'il est franchement impossible de prédire un chiffre exacte mais même en prenant le meilleur de cela, ça signifie que le G8 connaîtra un déficit de 30%.

Selon le Rapport DATA 2010, diffusé par ONE Campaign, cofondé par Bono, le G8 connaît un déficit d'au moins \$8.9 milliards (utilisant une forme de calcul différente). Ça représente un déficit de 40%.

Bono et compagnie font de leur mieux pour flatter les contributions du G8, mais eux sont forcés à dire que les augmentations de 2005 à 2010 "sont en deçà de ce qui était promis."

Enfin, selon le "Rapport de Progrès Afrique 2010" publié par un panel exceptionnel d'internationalistes, présidé par Kofi Annan, quand l'engagement de \$25 milliards va arriver à terme à la fin de cette année, le G8 connaîtra un déficit d'au moins \$9.8 milliards. Ce rapport, de loin le plus minutieusement préparé des trois, l'appelle "un déficit stupéfiant."

Ce contexte souligne simplement la trahison de l'Afrique à laquelle le G8 est congénitalement adonné. Ça ne devrait pas être une surprise d'apprendre ça maintenant ; le G8 est en train de réduire explicitement son financement pour le VIH/SIDA.

Je ne vois aucune raison de tourner en rond. Aux Etats-Unis, le Plan d'Urgence du Président pour la Lutte contre le SIDA (PEPFAR) est en train d'être aplani au moins pour les deux ans à venir. Que ceci se passe sous le Président Obama semble inconcevable. Non seulement ça anéantit la promesse que le Président (et Hillary Clinton) avait faite pendant la campagne ; ça n'arrive pas à profiter de la volonté du Congrès un financement supplémentaire.

Pire, la logique se cache derrière la sophistication intellectuelle. L'argument est que le SIDA a reçu beaucoup trop d'argent, et que les fonds additionnels devraient aller vers d'autres impératifs de santé tels que la santé maternelle et de l'enfant. Personne ne peut, dans sa raison, contester un soutien financier plus large pour tous les aspects de la santé générale. Mais diminuer les dollars qui pourraient être disponibles pour le SIDA plutôt que d'élargir l'allocation financière d'ensemble est tellement mauvais que ça défie l'analyse rationnelle.

Et que personne ne doute des conséquences. Juste au moment où nous savons comment traiter des grands nombres ; juste au moment où nous avons cinq mille personnes sous traitement ; juste au moment où cinq autre millions ont besoin de traitement maintenant ; juste au moment où l'espoir est vif, PEPFAR aplani le budget.

Les projets gérés par Médecins Sans Frontières et d'autres ONG de bonne réputation par exemple en Ouganda, au Malawi, en Zambie, au Mozambique, ne peuvent pas enrôler de nouveaux patients à moins que quelqu'un ne meurt : les réductions sont devenues tellement désastreuses à certains endroits que les femmes enceintes séropositives sont renvoyées comme c'est le cas avec les gens qui sont tellement malades qu'ils viennent à l'hôpital en brouette.

Nous en avons sûrement assez du carnage vorace du SIDA. Mettons-nous d'accord :

Nous sommes menacés par une éruption de décès semblable aux tendances horribles des premières années de cette décennie. On ne peut pas permettre à ce que ça arrive. Quelqu'un doit aller vers le Président et lui dire que ses conseillers, bien qu'ils soient décents et honorables, mènent l'Afrique vers un sentier mortel.

Mais ceci n'en est que la moitié. Le Fonds Mondial pour la lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme a une conférence de réapprovisionnement cet automne, recherchant \$20 milliards sur trois ans. Le Fonds Mondial a

presté magnifiquement pendant un certain nombre d'années, mais il y a quand même des perspectives selon lesquelles ils connaîtront un déficit de jusqu'à \$7 milliards.

Encore une fois le spectre de la mort va traquer le terrain.

Si le G8 et le G20 doivent faire plus que dissimuler, ils doivent joindre leurs actes à leurs engagements. Cette fois-ci, ils doivent augmenter l'argent requis pour l'Afrique ensemble avec un calendrier pour la livraison, et alors ils devront tenir leurs promesses en s'en tenant au calendrier. Ils doivent comprendre que les santés maternelle et infantile sont inextricablement liées au VIH/SIDA. Si vous ne résolvez pas la pandémie, vous ne réduirez jamais les mortalités maternelle et infantile de façon décisive en Afrique. Pour preuve, notez simplement la mortalité maternelle a augmenté de 61.000 les années dernières, presque tout à cause du SIDA. Le VIH/SIDA est l'ultime Némésis.

Et ces saules pleureurs qui utilisent la crise financière comme la mère de tous les prétextes, prenez une pause un moment pour penser aux sauvetages d'entreprise et aux bonus d'entreprise. Quelque chose est complètement anormal."

Le Groupe de Huit (G8, et autrefois le G6 ou Groupe de Six et aussi le G7 ou Groupe de Sept) est un forum, créé par la France en 1975 pour les gouvernements de six pays dans le monde : la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume Uni et les Etats-Unis. En 1976, le Canada a rejoint le groupe (créant ainsi le G7). En devenant le G8, le groupe a ajouté la Russie en 1997.

Chaque année, la responsabilité d'accueillir le G8 rote à travers les Etats membres dans l'ordre suivant : La France, les Etats-Unis, Le Royaume Uni, la Russie, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Canada. Le tenant de la présidence fixe l'ordre du jour, organise le sommet de cette année là, et détermine quelle réunion ministérielle aura lieu.

Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

Le G20 est venu en vedette en fin 2008 en tant que forum international clé gérant système financier mondial au moment où les pays étaient aux prises avec la crise provoquée par la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers.

Cet évènement est devenu une occasion pour large variété d'organisations non gouvernementales, d'activités de groupes civiques de se rassembler et s'entretenir d'une multitude de questions.

En 2005, les dirigeants du G8 se sont réunis pour un sommet à Gleneagles, en Ecosse, où les dirigeants se sont focalisés sur l'Afrique et le changement climatique. Ils avaient convenu de doubler l'aide à l'Afrique et éliminer les dettes non payées des pays les plus pauvres. Comme esquissé dans le communiqué de Gleneagles, les nations du G8 allaient accroître l'aide au pays en voie de développement d'environ \$50 milliards par année d'ici à 2010. De ceci, au moins \$25 milliards iraient en Afrique.

Les dirigeants du G8 avaient aussi promis un soutien accru aux forces de maintien de la paix africaines pour aider à dissuader, prévenir et résoudre les conflits en Afrique. Ils ont aussi promis des investissements additionnels dans l'éducation et dans la lutte contre le VIH/SIDA, la malaria, la tuberculose et d'autres maladies mortelles.

L'Afrique, qui a été à l'ordre du jour du G8 depuis 2000, a continué d'être en arrière par rapport au progrès pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Alan Beattie, éditeur du commerce mondial au Financial Times et ancien économiste de la Banque d'Angleterre, décrit la relation du G8 avec les récipiendaires de l'aide dans le monde en voie de développement comme celle d'un époux dysfonctionnel et abusif. " Il promet un

bon comportement, renonce et puis promet d'améliorer la prochaine fois. Le lobby intensif par les avocats du développement et célébrités qui font campagne a extrait beaucoup de promesses mais pas d'engagements lient les membres du groupe de façon fiable."

Sources:

- <http://allafrica.com/stories/201006230349.html>
- www.ft.com

3. VIH/SIDA, Genre et Sport

Criminalisation du commerce du sexe en Afrique du Sud – Un masque sur la réalité

A l'approche du début de la Coupe du Monde de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), des inquiétudes sur un certain nombre de questions ont été dirigées vers le pays hôte, l'Afrique du Sud. L'une de ces questions était le commerce du sexe, qui a soulevé beaucoup de questions et d'arguments. Ce qui était peut-être la plus grande question était, en fait, déjà abordée des années avant que l'Afrique du Sud n'ait obtenu l'organisation de ce qui est sans doute l'évènement sportif le plus suivi à travers le monde. La question était : Devrait-on décriminaliser le commerce du sexe en Afrique du Sud ?

De 1994 à 2002, il y a eu un mouvement pour décriminaliser le commerce du sexe dans la province de Gauteng, Johannesburg. Cependant, depuis l'ère de l'apartheid, il y avait des groupes minoritaires prônaient la décriminalisation or la

Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

légalisation du commerce du sexe. Selon Jane Wojcicki, auteur du Mouvement pour Décriminaliser le Commerce du Sexe dans la province de Gauteng, en Afrique du Sud, 1994 – 2002, l'argument de la décriminalisation était les avantages de santé publique ou politique qui suivraient l'indulgence ou la tolérance. Elle a déclaré : "Des discussions concernant la possibilité de décriminaliser la prostitution a commencé avant les premières élections démocratiques."

La loi 23 de 1957 sur les Offenses Sexuelles criminalise le commerce du sexe dans la section 20 (1) (aA), que déclare que toute personne qui a des rapports carnaux illégaux ou commet un acte d'indécence avec quelqu'un d'autre est coupable d'offense.

Pendant des années, il y a eu différents efforts pour décriminaliser le commerce du sexe. A part les efforts de Gauteng, la Commission Juridique Sud Africaine (SALC) s'en est aussi mêlé il y a un certain nombre d'années. SALC a produit quatre documents de discussion – le premier qui abordait le droit positive portant sur les offenses contre les adultes et les enfants. Le second abordait les processus et procédures, le troisième le commerce du sexe et le quatrième, la pornographie.

Ce document fut publié pour commentaire du public en 2002.

Plus récemment, la Commission de Réforme Juridique d'Afrique du Sud (SALRC) a publié un rapport en mai 2009. Ce rapport illustre quatre scénarios, à savoir :

- Le maintien du statu quo (le commerce du sexe comme offense criminelle)
- Criminalisation partielle
- Non criminalisation
- Régulation du commerce du sexe adulte et actes y liés

Ce document, parmi d'autres, une fois évalué considérablement, pourrait procurer une plateforme qui soutient une évaluation législative concernant le commerce du sexe.



Les réponses et réactions ont été larges et variées. Une interview via courriel s'est tenue avec Angelica Pino, Directrice du Programme Justice des Sexes chez Gender Links à Johannesburg, en Afrique du Sud. Gender Links est une organisation non gouvernementale (ONG) qui s'engage à mettre en place une région dans laquelle les femmes et les hommes sont capables de participer de façon égale dans les aspects de la vie publique et privée.

Pino a déclaré: "Malgré les déclarations de quelques autorités de la Police sud africaine

Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

l'année dernière, il n'y avait aucune indication que l'Afrique du Sud allait décriminaliser le commerce du sexe pendant la Coupe du Monde. Dernièrement, nous avons un chercheur qui travaillait sur le trafic humain en Afrique du Sud et elle a interviewé le responsable du trafic humain à l'Autorité Nationale de Poursuites Judiciaires. Ce responsable a indiqué que la question du commerce du sexe est en considération de manière plus large et il n'y avait aucune décriminalisation juste pour la Coupe du Monde. "

C'était une bonne nouvelle pour ceux qui sont farouchement contre le commerce du sexe. En leur faveur sont les sentiments exprimés par Donna Hughes, une professeure à l'Université de Rhode Island qui a compilé un article l'industrie du commerce du sexe pendant la Coupe du Monde de la FIFA de 2006 en Allemagne. Dans un extrait d'un vieux ouvrage, Hughes déclare : "Les pays qui ont légalisé la prostitution en vue de la réguler font toujours face à des problèmes sérieux additionnels comme le trafic du sexe. Des groupes criminels organisés continuent à trafiquer des victimes et mener opérations de prostitution illégales en marge d'affaires légales. Là où la prostitution est légale, le trafic et la prostitution ont augmenté parce que les hommes peuvent légalement acheter les actes sexuels et les gardiens de maison close peuvent légalement vendre et en profiter."

Hughes ajouté que bien que la décriminalisation était censée offrir aux commerçantes du sexe des avantages et le droit de rejoindre des syndicats,

très peu d'entre elles ne le font. Hugues a déclaré :
"La syndicalisation des commerçantes du sexe est une fantaisie, parce que c'est incompatible avec la nature coercitive et abusive de la prostitution."

Le commerce du sexe fut entièrement légaliser en Allemagne par la Loi de la Prostitution de janvier 2002.

Bien que la décriminalisation du commerce du sexe vienne avec son propre ensemble de problèmes, les implications du fait que le commerce du sexe demeurait criminalisé pendant la Coupe du Monde en Afrique du Sud étaient vastes et inquiétantes. Les organisations tel que la Taskforce d'Education et de Plaidoyer pour les Commerçantes du Sexe (SWEAT), entre autres, n'étaient pas impressionnées par la situation. SWEAT est organisation sans but lucratif au Cap qui travaille avec les commerçantes du sexe sur les questions de santé et de droits de l'homme.

Vivienne Lalu de SWEAT a déclaré par courriel :
"Nous étions incapables de mettre en place une réponse coordonnée de l'Etat concernant le commerce du sexe et la Coupe du Monde. La difficulté, de mon point de vue, était que vu que le commerce du sexe demeurait criminalisé, l'Etat ne pouvait réagir au commerce du sexe en tant que crime. Répondre aux besoins des commerçants du sexe pourrait être considéré alors comme une contradiction à la loi du pays."

Ceci laissait entendre que les figures d'autorité en Afrique du Sud pouvaient ne voir aucune raison de
Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

prendre des mesures proactives pour assurer la sécurité et le bien être de non seulement les commerçants de sexe mais aussi leurs clients par rapport aux incidents de vol, d'attaque, ou autre types d'abus indésirable. D'autres questions qui se sont soulevées étaient si l'Afrique du Sud avait mis en place des mesures pour s'assurer que la santé sexuelle pendant la Coupe du Monde soit une priorité majeure en marge de la prévention de crimes, les questions écologiques et ainsi de suite. Pino a déclaré que Gender Links n'avait pas d'informations disponibles sur ça mais était seulement au courant de la campagne de conscientisation publique contre le VIH/SIDA.

Selon leurs chiffres de l'an 2008, le Programme Mixte des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) indique que 5.700.000 personnes en Afrique du Sud vivent avec le VIH. De ce chiffre, 5.400.000 sont des adultes âgés de 15 ans et plus qui sont très probablement sexuellement actifs. Des ces 5.400.000 adultes séropositifs, 3.200.000 sont des femmes. Décrit comme le pays d'Afrique subsaharienne le plus sévèrement affecté par la pandémie du VIH/SIDA et ayant la plus grande population séropositive dans le monde, l'Afrique du Sud devait absorbé l'énormité de la situation.

Des centaines de commerçants de sexe officiels de toute l'Afrique et d'autres coins du monde sont allés en Afrique du Sud. Des centaines de plus de commerçants de sexes informels tel que les jeunes femmes ordinaires qui désiraient se de l'argent

rapide sont aussi allés dans ce pays. En août 2009, l'agence d'information internationale Reuters, a cité le Ministre de la santé d'Afrique du Sud disant à propos de la Coupe du Monde : " [N]ous savons qu'il y aura beaucoup de visiteurs qui viendront ici pour le sexe, on ne peut pas cacher."

Comme si tout ceci n'était pas suffisant, il y a probabilité que des centaines de femmes et d'enfants aient été trafiqué dans le pays comme esclaves sexuels. En résumé, il paraît que l'Afrique du Sud s'est transformée en un grand pool de sexe avec haut risque de VIH/SIDA et de maladies sexuellement transmissibles (MST), et des abus, crimes et violences liés au sexe et à l'alcool.

N'aurait-il pas valu la peine que son gouvernement lance une massive campagne d'urgence de lutte contre le VIH/SIDA et chercher la protection des commerçants du sexe comme ils sont un groupe au plus haut risque de contracter ou propager des maladies vénériennes ?

Au début de l'an 2009, l'écrivain indépendant Frederick Veldman a écrit : "L'impact de l'Afrique du Sud en tant qu'hôte de la Coupe du Monde de la FIFA 2010 sur l'épidémie mondiale du VIH est une réalité qui n'a pas été abordée par les autorités sanitaires mondiales. "

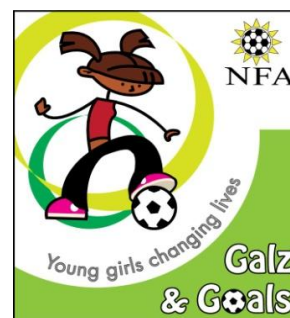
4. Le Projet Galz and Goals

En novembre 2009, l'Association de Football de Namibie (NFA) est entré en partenariat avec Le

Lettre d'information de l'Alliance 2è trimestre, juillet 2010

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et une organisation sans but lucratif Sports Coaches' Outreach (SCORE) pour lancer son projet Galz and Goals.

Selon www.unicef.org , le projet, qui est l'une de plusieurs initiatives de partenariat public-privé de l'UNICEF en Namibie, va profiter à des milliers de jeunes filles dans les écoles primaires et secondaires à travers le pays.



La Convention sur les droits de l'enfant que la Namibie et plus de 190 pays ont signé, reconnaît le rôle critique du sport et des jeux physique dans la vie des enfants.

Selon Alison Qualter-Berna de Bureau des partenariats publics de l'UNICEF, cette dernière participe à différents forums mondiaux de sport pour le développement. Premièrement, il est co-président de la Taskforce inter-agence du Secrétaire général des Nations Unies (ONU) sur le Sport pour le développement et la paix – la valeur des sports fut reconnue comme outil pour soutenir l'atteinte des OMD dans tout le système des Nations Unies à travers cette taskforce. Deuxièmement, l'UNICEF participe en collaboration avec les gouvernements, les fédérations de sport et les organisations non gouvernementales ainsi qu'en mobilisant de nouveaux partenaires sur l'usage des sports en rapport avec l'éducation, la santé et la protection des enfants et des adolescents.

Selon l'UNICEF, il est actuellement une reconnu mondialement que les sports, la récréation et les jeux ont tous une valeur intrinsèque dans le développement des enfants et des adolescents.

Des tels programmes appuient les priorités du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF. L'appui prend la forme de messages communiqués et en programmant, en assistant la réalisation des objectifs clés de santé, d'éducation et de développements tout en appuyant la participation active des enfants et des adolescents et en assurant le droit de base des enfants de jouer. Ce droit de base est stipulé dans l'Article 31 de la Convention des droits de l'enfant.

Kevin Crowe de Services Volontaires de l'Etranger (VSO) est actuellement placé au Desk des femmes de la NFA et est activement impliqué dans les projets de cette organisation là. Il a déclaré par courriel : "Je suis arrivé en Namibie du Royaume Uni en septembre 2009 et nous avons lancé le projet ce novembre ici à Windhoek. Nous avons invité l'ancienne joueuse allemande et championne de la Coupe du Monde des femmes de la FIFA Nia Künzer à devenir l'Ambassadrice internationale du programme et ce fut une grande réussite."

Visant les filles d'entre 9 et 15 ans, le projet Galz and Goals cible ces adolescents de façon stratégique. Dans les mots de Crowe : " C'est pendant ces âges ci que nous formons tous les attitudes, les valeurs et les comportements qui demeurent avec nous pour le reste de nos vies, ainsi en tant que partenariat, la NFA, l'UNICEF et SCORE voulaient cibler ces filles pour une intervention d'émancipation."

Des joueuses de la ligue Galz and Goals de Windhoek

Les jeunes filles en Namibie font souvent face à une myriade de défis tels que la santé et les questions sociales. Le VIH/SIDA, par exemple, est endémique en Namibie et affecte de façon disproportionnée les femmes et les enfants. Selon Crowe, beaucoup de filles n'ont pas beaucoup à faire de leur temps libre et n'ont pas la connaissance nécessaire

requis pour faire des choix sains en ce qui concerne leurs corps. Ces filles font face à la pression de boire de l'alcool, de fumer et souvent d'avoir des rapports sexuels à bas âge et dans des situations difficiles. L'intergénérationnel (le phénomène papa sucre) parmi les jeunes filles est un problème que Crowe et ses partenaires organisationnels voient de temps en temps

Actuellement, le soutien communautaire pour le projet Galz and Goals semble partagé. Bien qu'un nombre croissant d'adolescentes de différentes zones géographiques et milieux tribaux cultivent un intérêt pour le football, les mythes selon lequel le football est un jeu d'hommes existe toujours dans quelques parties de la société namibienne, comme dans d'autres parties du monde. Le stigmate existe aussi autour du football et de la sexualité. Ceci est mieux illustré dans le mythe selon lequel les filles qui jouent au football sont lesbiennes ou inadéquatement féminines.

La NFA essaye de dissiper ces vagues de stigmatisation et de mythes en vue d'émanciper les filles et les femmes à travers des opportunités de jouer au football. Crowe a déclaré : "La visibilité des filles jouant au football dans leurs communautés a un énorme effet émancipateur permettant aux filles de défier les stéréotypes affecte les attitudes et valeurs envers le genre dans l'environnement autour d'elles. Dans le cadre du programme, les facilitateurs de SCORE exécutent un atelier avec les leaders des communautés locales (enseignants, parents et entraîneurs) qui inclut des sections sur la conscientisation au genre, la question des modèles et la pression des pairs en vue de créer un environnement sécurisant pour les filles."



Millicent Hikuam de Katutura, Windhoek

La NFA promeut le football comme une façon positive et amusante d'éviter les comportements risqués associés à la propagation du VIH/SIDA en Namibie. Ces comportements risqués incluent la consommation de l'alcool, les multiples partenaires simultanés (MCP), les rapports sexuels intergénérationnels et transactionnels

Rejoignant la ligue à travers les équipes d'écoles ou communautaires, les filles deviennent membres de Galz and Goals et reçoivent un *passport G&G* contenant un serment et des conseils sur la conduite une vie saine et encourageant les rêves et aspirations. Elles reçoivent aussi une brochure introduisant le football et une vie saine à des conseils et des jeux interactifs utilisant des modèles namibiennes et internationales.

Des ligues structures durables sont créées dans chaque région par les enseignants, les parents, les filles, les entraîneurs et les volontaires de la communauté qui sont formés sur des sujets des compétences de la vie à travers des ateliers où elles deviennent aussi des entraîneuses certifiées par la NFA. Les facilitateurs de SCORE intègrent un curriculum de confiance de soi, leadership de pairs, devenir modèle, le fair play et la conscientisation au genre avec une formation sur la livraison d'activités BOUTER LE SIDA DEHOURS (des jeux conçus pour éduquer les filles sur le VIH et les

compétences de la vie à travers le football) pour usage dans les sessions de formation et les festivals.

5. Partenaires au développement

L'Alliance demeure éternellement reconnaissante pour le soutien significatif reçu pendant des années de la part d'une différente gamme de partenaires au développement et bailleurs de fonds.

Ce soutien a pris plusieurs formes : allant de l'assistance financière directe pour la mise en place des chapitres nationaux, les coûts de fonctionnement principaux, les programmes de planification et de mise en œuvre de programmes au soutien technique en nature. Actuellement, plusieurs partenaires stratégiques ont une assistance technique essentielle en nature au Secrétariat et aux chapitres nationaux d'AMICAALL. L'Alliance a la chance d'avoir des contributions considérables faites par le Programme de partenariat ONU/AMICAALL aux stades initial et de formation du développement de l'organisation sont portés de l'avant par d'autres collaborateurs de même sensibilité.

L'assistance technique peut souvent être autant, si pas plus significative, qu'une aide financière directe. Une capacité technique adéquate et robuste du Secrétariat de l'Alliance et des chapitres nationaux d'AMICAALL à planifier et mettre en œuvre des programmes engendre la confiance des parties prenantes et aide à renforcer la légitimité organisationnelle. Le niveau du soutien pour les programmes et projets est rehaussé quand une forte compétence technique est démontrée aux partenaires potentiels.



Au niveau du Secrétariat de l'Alliance, le soutien technique est actuellement procuré par Service Volontaire de l'Etranger et le Secrétariat du Commonwealth. Au niveau des chapitres nationaux, les volontaires australiens internationaux et les volontaires des Nations Unies, entre autres, sont des partenaires actifs.

Nous tenons à fournir quelques informations de plus sur ces organisations innovatrices et le travail qu'elles font avec l'Alliance.

Services Volontaires à l'Etranger (VSO) est une organisation de développement internationale indépendante qui travaille à travers des volontaires pour lutter contre la pauvreté dans les pays en voie de développement. L'approche à haut impact de VSO implique rassembler les gens pour partager des compétences, renforcer les capacités, promouvoir une compréhension et une action internationales et changer les vies pour faire du monde un lieu plus juste pour tous. VSO envoie des volontaires plutôt que de l'argent à l'étranger pour travailler avec des organisations sur des solutions à long terme, durable.

Katy Bodkin a été volontaire à l'Alliance pour une période de 12 mois depuis septembre 2009. En tant que Directrice de la mobilisation de ressources, elle soutient l'Alliance dans le Lettre d'information de l'Alliance 2^e trimestre, juillet 2010

renforcement de capacités et dans l'identification et la mobilisation d'opportunités de financement. Katy a travaillé avec la Secrétaire exécutive de l'Alliance, Ayanda Nabe, et le Conseiller régional du Commonwealth, Terry Parker, dans la soumission d'un certain nombre de demandes à l'Union européenne, aux organes des Nations Unies, aux bailleurs de fonds bilatéraux et aux autres grands trusts. Elle a aussi travaillé sur une stratégie de mobilisation de ressources et un manuel qui va aider l'organisation dans ses futurs efforts de mobilisation de fonds. Bodkin a aussi contribué à d'autres domaines de renforcement des capacités à l'Alliance. Ces domaines incluent prêter un soutien à la création et à la mise en œuvre d'un système de gestion de la prestation, des manuels de fonctionnement des ressources humaines, le plan stratégique d'AMICAALL Namibie et le calendrier de la réunion annuelle de l'Alliance/d'AMICAALL où tous les 13 chapitres membres se réunissent pour les expériences d'apprentissage et les expertises.

Le Secrétariat du Commonwealth, à travers le Fonds du Commonwealth pour la Coopération Technique, a accepté de procurer les services d'un Conseiller régional sur le VIH/SIDA pour une période de deux ans, commençant le 1^{er} mars 2010. Le Commonwealth est une organisation bénévole de 54 pays librement et équitablement associés qui se soutiennent et travaillent ensemble vers un but partagé dans la démocratie et le développement.

Depuis 1971, Le Fonds du Commonwealth pour la Coopération Technique (CFTC) a procuré une assistance technique aux pays membres pour soutenir la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le développement durable. L'assistance de CFTC est conduite par la demande et cible l'assistance des bénéficiaires dans l'acquisition des connaissances et des capacités institutionnelles pour aborder leurs propres priorités de développement. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

offrent un cadre pour toute l'assistance technique de CFTC. Le CFTC est guidée par le principe selon lequel c'est seulement en renforçant leurs propres capacités que les pays membres seront capables de s'approprier pleinement leurs objectifs de développement. Là où les contraintes de capacité sont identifiées, CFTC travaille en tant que partenaire de confiance pour assister l'avancement du développement, de la gouvernance, l'égalité des sexes, la démocratie et le respect des droits humains.

Terry Parker, qui a travaillé avec l'Alliance sous le Programme de partenariat ONU/AMICAALL en tant que Directeur de programme régional de 2001 à 2004, a été nommé Conseiller régional (Commonwealth) et pris ses fonctions le 1^{er} mars 2010.

Son travail comme une gamme d'activités destinées à renforcer la capacité du Secrétariat à exécuter ses fonctions de base et soutenir les membres, soutenir les programmes nationaux d'AMICAALL et améliorer les échanges d'information et la gestion des connaissances.

Le point focal principal du travail sera la capture et l'analyse d'expériences et de l'apprentissage dans la mise en œuvre des réponses au niveau local pour informer les futurs développements et mise en œuvre de programme. Etant donné que les programmes d'AMICAALL sont en cours, dans certains depuis presque 10 ans, une quantité importante d'expérience et de connaissances a été générée et qui assure une attention académique et pratique sur le plan régional.

Le Conseiller régional a l'intention de visiter autant de chapitres nationaux possible dans les six mois à venir pour recueillir des données et information

pour atteindre le but du travail et aussi procurer une assistance aux chapitres là où c'est requis.

Volontaires Australiens Internationaux (AVI) a été au premier plan du bénévolat international pendant presque 60 ans et a permis à plus de 7500 australiens de trouver leur place dans le monde à travers des opportunités de travail dans des communautés en voie de développement. AVI croit que le bénévolat international est l'une des formes d'assistance au développement la plus efficace. Ça émancipe les gens en leur permettant de développer leurs propres communautés, apprendre les uns des autres, accéder aux ressources et réaliser leur potentiel. Le travail d'AVI est centré sur les gens et basé sur le renforcement des partenariats comme moyen de mettre en place une culture mondiale de mutualité et de solidarité qui sont toutes cruciales en termes de résolution des questions de développement social.

AVI a placé et soutenu avec succès quatre volontaires auprès d'AMICAALL Swaziland au courant des sept dernières années, dans plusieurs domaines différents – les finances, la jeunesse, le contrôle et l'évaluation, et la communication. Un chargé de la mobilisation de ressources est actuellement en cours de recrutement.

Le programme des **Volontaires des Nations Unies (UNV)** est l'organisation des Nations Unies que contribue à la paix et au développement durable à travers le bénévolat à travers le monde. UNV aide les pays à améliorer l'inclusion et la participation publiques dans le développement social, économique et politique et soutient la croissance du bénévolat dans les communautés comme forme de d'entraide mutuelle.

UNV travaille en partenariat avec les gouvernements pour soutenir les programmes de développement. UNV peut livrer des prompts,

efficaces et de valeur ajoutée pour l'identification et l'embauche de professionnels hautement compétents qui peuvent rendre des services et remplir une large gamme de tâches spécialisées.

Plus de 7500 volontaires d'UNV sont mobilisés chaque année nationalement et internationalement. Plus de 75 pourcent des volontaires d'UNV viennent des pays développés et plus de 30 pourcent font du bénévolat dans leurs propres pays.

Plusieurs chapitres d'AMICAALL ont bénéficié des services des volontaires de l'ONU directement et indirectement. Le Kenya et la Tanzanie en particulier ont expérimenté la valeur qui peut être ajoutée à travers les partenariats avec UNV.

Ceux-ci ne sont que quelques exemples des organisations qui soutiennent l'Alliance et les programmes nationaux d'AMICAALL dans la réalisation de leurs ambitions et objectifs. Les membres sont encouragés à explorer les options disponibles pour engager l'assistance technique afin de les aider à renforcer leurs capacités institutionnelles à mettre en œuvre des programmes qui vont remplir de manière significative leur mandat d'AMICAALL.

6. Evènements à venir

La réunion annuelle de l'Alliance se tiendra ce mois d'août se tiendra à Pretoria, en Afrique du Sud. Elle comprendra les sous-réunions suivantes :

- Les coordinateurs nationaux (4 – 5 août 2010)
- Réunion avec les bailleurs de fonds potentiels (6 août 2010)
- Le Comité Technique Permanent (7 août 2010)

- Le Comité de Coordination (9 août 2010)
- L'Assemblée générale (10 août 2010)

Ces réunions vont servir plusieurs buts tel que le contrôle et l'évaluation, rassembler un registre de programmes mis en œuvre dans les chapitres et rassembler les informations pour marketing amélioré, la mobilisation de ressources, et la communication. Enfin pas des moindres, c'est à cette réunion annuelle, et pendant l'Assemblée générale que des élections se tiendront pour le nouveau leadership politique de l'Alliance.



**L'ALLIANCE DES MAIRES ET DES RESPONSABLES
MUNICIPAUX SUR LE VIH/SIDA EN AFRIQUE
(L'ALLIANCE)**

**P. O. Box 60401
Katutura, Windhoek
Namibie**

**Téléphone: + 264 61 226 377 or + 264 61 224 730
Télécopie: + 264 61 227 890**

www.amicaall.org

Ayanda Nabe
Secrétaire exécutive
exec.secretary@amicaall.org.na

Alice Mwanaumo Simushi
Directrice de la Communication
communications@amicaall.org.na

Claudia Moono
Assistante à la Communication
comms.assistant@amicaall.org.na